



www.transparencymaroc.ma
TRANSPARENCY MAROC
Observatoire de la corruption
onc@menara.ma

Novembre 2009

Revue de presse hebdomadaire n°80

**Semaine :
Du 31 octobre au 06 novembre 2009**

Cette revue de presse est préparée par l'Observatoire de la Corruption

31/10/09 et 01/11/2009

Scandale Al Omrane

Après le scandale du délit d'initié à Al Omrane, dont ont été accusés de hauts responsables du département de l'habitat, le ministère de l'intérieur revient à la charge en dépêchant une nouvelle commission d'enquête de l'inspection générale de l'administration territoriale pour décortiquer les dossiers et mesurer le degré d'implication des uns et des autres dans ce scandale.

Le Temps

A la Chambre des représentants, les socialistes demandent l'ouverture d'une enquête sur les irrégularités qui entachent les projets des nouvelles villes

A la Chambre des représentants, le groupe UFSP, a demandé la constitution d'une commission d'enquête pour examiner les irrégularités entachant les projets des nouvelles villes, celui de Tamesna en particulier. La mise en œuvre de ces projets a connu des difficultés du fait que les clauses des contrats conclus entre l'Etat et les sociétés chargées de leur réalisation n'ont pas été respectées.

Al Ittihad Al Ichiraki

Des arrestations et des enquêtes sur des irrégularités financières à Oulmès

Le procureur général près la cour d'appel de Salé a ordonné, mardi dernier, l'ouverture d'une enquête et l'arrestation de 5 personnes dont des fonctionnaires, des techniciens et des élus, dans la commune d'Oulmès. Leurs noms ont été évoqués ainsi que ceux de quatre autres conseillers accusés d'escroquerie, de détournement de fonds publics, de falsification de documents administratifs et d'extorsion, lors de l'instruction préparatoire menée par le juge d'instruction sur l'ex-président de la commune.

Al Ahdath Al Maghribiya

02/11/09

La corruption dans le secteur de la santé

Au Maroc les services de santé ne disposent que d'un lit pour 1146 malades et sont particulièrement touchés par la corruption. Selon le rapport de 2006 de Transparency International, ce sont les plus démunis qui souffrent le plus de la corruption dans ce secteur. Seulement 16% d'entre eux bénéficient du service public de la santé contre 56% de la population aisée. Le rapport souligne également le faible budget accordé au secteur de la santé qui encourage la propagation de la corruption.

Al Misbah

Un agent de la police à la tête d'un réseau de trafic de drogue à Nador

La police judiciaire de Nador a arrêté hier, un ancien agent de police, chef présumé d'un réseau de trafic de drogue à Nador, et a lancé des recherches contre ses complices. La police judiciaire de Nador a arrêté également, à Dar El Kebdani, un Adjudant de la Gendarmerie Royale impliqué dans l'affaire du grand trafiquant de drogue recherché Mimoun SOUSSI.

Annahar Al Maghribia

El Jazouli demande l'ouverture d'une enquête sur une dette de 95 milliards de centimes

A la suite de la publication, par Al Massae, d'un article sur le surendettement du Conseil municipal de Marrakech, l'ex maire de la ville, Omar EL JAZOULI, a demandé au ministre de l'Intérieur d'ouvrir une enquête sur une dette de 95 milliards de centimes, héritée du conseil d'El JAZOULI, et révélée par la commission financière mandatée par Fatima Zahra El MANSOURI, maire actuel de la ville. EL JAZOULI a précisé que son conseil avait effectué 76 emprunts pour un montant de 400 millions de centimes, en plus des 147 milliards de centimes de dettes héritées des conseils précédents depuis 1976, dont il n'a pu rembourser que 38 milliards de centimes. Il a ajouté que les 95 milliards de centimes figurant dans les rapports de la commission doivent, tout de même, faire l'objet d'une enquête.

Al Massae

03/11/2009

Tamesna : Les clients s'en remettent au Parlement

La holding Al Omrane a annoncé récemment s'être substituée à General Contractor Maroc pour l'achèvement du projet d'habitat social Al Amal. Selon Nabil EL KERDOUDI, président d'Al Omrane Rabat-Tamesna, 30 ha de terrains ont été récupérés par la holding afin d'éviter que GCM ne se réengage vis-à-vis des clients. De son côté, l'association « Tamesna Awalan », envisage de s'adresser au parlement à travers ses deux chambres, avant de se remettre à l'arbitrage du Souverain. Par ailleurs, l'USFP vient de demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les retards enregistrés par toutes les nouvelles villes, en particulier Tamesna.

L'Economiste

Retournement de situation à Aourir

Le plaignant, dans l'affaire de corruption qui a fait tomber le premier vice-président de la commune rurale d'Aourir, renonce à poursuivre ce dernier en justice. Selon des sources du quotidien Libération, la commune rurale d'Aourir aurait promis d'autoriser le plaignant à étendre son projet de la plage Imourane en contrepartie de l'abandon de toute poursuite judiciaire contre le conseiller arrêté en flagrant délit de corruption. L'élu corrompu séjourne à la prison d'Inzegane depuis le jeudi 29 octobre sur ordre du procureur près du Tribunal de première instance d'Agadir en attendant d'être jugé.

Libération

Le commissaire de police de Fnideq relevé de ses fonctions

Le commissaire de police de Fnideq a été relevé de ses fonctions, le week-end dernier, et affecté à la Direction générale de la Sûreté nationale, à la suite de rapports adressés à la Direction Générale affirmant qu'il a des relations avec des trafiquants de drogue et des réseaux d'immigration clandestine et touche des pots-de vin pour ne pas en informer sa hiérarchie.

Bayane Al Yaoum

Encore un scandale à Meknès : Une lettre du Wali met fin à la polémique sur le projet « L'Hacienda »

Selon une lettre du Wali à l'actuel Président de la commune de Meknès, la commission de contrôle du projet « L'Hacienda », rattachée à l'Inspection générale de l'administration territoriale, a révélé de graves irrégularités juridiques et organisationnelles. Dans sa lettre, le Wali interdit au Président de la commune de délivrer des documents d'urbanisme relatifs au projet ou d'accorder au promoteur du projet un quelconque privilège.

L'Opinion

Coups de feu sur des conseillers municipaux payés pour ne pas assister au Conseil

Le frère de l'ex-président du conseil municipal de Chemaïa et son complice ont tenté de tirer des coups de feu sur deux membres du conseil ayant reçu un chèque de 200.000 Dh, signé par l'ex-président du conseil communal, pour s'absenter de la session du conseil, qui a été reportée faute de quorum.

Al Massae

Des Gendarmes impliqués dans une affaire de trafic de drogue

Le Commandement général de la Gendarmerie Royale, a décidé la semaine dernière, de suspendre un commandant de brigade dans les environs de Nador, dont le numéro de téléphone figure parmi les contacts d'un trafiquant de drogue qui opère par avion. L'accusé séjourne actuellement à la prison de Salé en attendant que le juge d'instruction militaire l'auditionne. Deux autres gendarmes à Temsamane, province de Nador, ont été arrêtés dans le cadre d'une autre affaire de trafic de drogue par avion vers l'Espagne.

Assabah

04/11/2009

Le vice-président de la commune d'Aourir derrière les barreaux

Le Tribunal de première instance d'Agadir a condamné à 3 mois de prison ferme, assortis d'une amende de 20.000 Dh, Abdellah BLIHI, premier vice-président de la commune rurale d'Aourir. En cas de confirmation de la sentence par la Cour d'appel, Abdellah BLIHI devrait être déchu de ses fonctions communales et de son titre de conseiller préfectoral.

Libération

Lotissement communal de Sidi Maârouf à Casablanca : Un scandale que cache le conseil de la ville

Il s'agit d'un cas illustratif d'abus de confiance et de pouvoir, de gestion frauduleuse et de détournement de deniers publics. Conçu en 1995 spécialement pour les fonctionnaires, les jeunes entrepreneurs et les familles aux revenus modestes de la commune de Sidi Maârouf, le lotissement communal a finalement profité en 2002 à des élus communaux, des responsables du Ministère de l'Intérieur, leurs proches, des caïds, des fournisseurs, des artistes et autres. Aujourd'hui, le maire de la ville n'ose pas toucher à ce dossier. Il s'est contenté de déclarer à Al Bayane qu'il s'agit d'un mauvais héritage que la Commune réglera à l'instar d'autres affaires héritées des mandatures précédentes.

Al Bayane

Annulation de la suspension de l'avocat Abdellatif KANJAÂ

La Cour d'appel de Rabat a annulé, le 29 octobre 2009, la décision du conseil de l'Ordre des avocats de Tétouan, suspendant pour trois ans Abdellatif KANJAÂ de l'exercice de sa fonction d'avocat. Selon des sources fiables, la révélation par Abdellatif KANJAÂ de faits de corruption dans le secteur de la justice aurait motivé la décision du conseil de l'Ordre.

Al Alam

Expropriation frauduleuse de 374 ha dans les environs de Tanger

L'Instance nationale de protection des biens publics, a publié un communiqué sur une manoeuvre d'expropriation de 374 ha de terres collectives au douar Khandak Zraraa dans les environs de Tanger. L'Instance a précisé que des courtiers auraient falsifié des contrats pour mettre la main sur des propriétés privées et collectives avec la complicité de certains élus.

Al Ittihad Al Ichtiraki

Enquête sur l'implication d'agents de la Police nationale et de la Gendarmerie royale dans une affaire de trafic de drogue

Une équipe de la police judiciaire et du commandement régional de la Gendarmerie de Tanger, enquête sur des agents de la police nationale et de la Gendarmerie royale impliqués dans un trafic de 2 tonnes de drogue à bords de 2 canots. Le commandement régional de Tanger a auditionné plusieurs éléments du centre de la Gendarmerie maritime de Larache et le capitaine de l'un des canots, qui a déclaré que les autorités étaient corrompues pour faciliter le trafic.

05/11/2009

Al Jarida

Marché de gros : Décès mystérieux d'un témoin

Le décès lundi de Abdelhadi HASSAN, principal témoin dans l'affaire des malversations au marché de gros de Casablanca, suscite nombre d'interrogations. La piste de l'assassinat est brandie par certains alors que d'autres soutiennent que la mort de ce membre de la FDT résulte d'une inhalation de gaz.

Le Soir

Examen du dossier du Pacha de Taza accusé de violation des droits fondamentaux

Le tribunal administratif de Fès examinera, le 17 novembre, le dossier du Pacha de Taza accusé d'abus de pouvoir et d'atteinte aux libertés. Le tribunal a reçu une plainte déposée par le président de l'association des retraités, orphelins et veuves de policiers de Taza, contre le Pacha de la ville qui refuse toujours de délivrer au président le récépissé de dépôt du dossier pour la création de l'association après 40 réunions.

Assabah

Un syndicat accuse la Direction de Poste Maroc de falsification

Le syndicat national de la poste et des télécommunications accuse les responsables de la gestion des concours de recrutement de Poste Maroc de falsification et violation des lois. Selon un rapport du syndicat, la majorité des employés de Poste Maroc sont au courant des opérations de négociations, falsifications et répartition des postes entre les proches des responsables lors de chaque concours.

Al Hayat